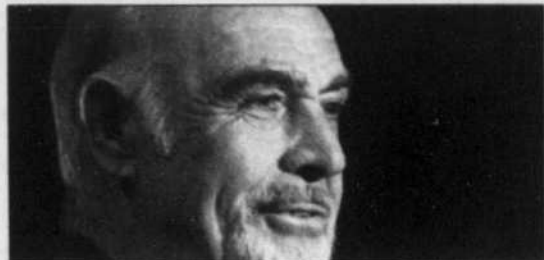


À LA UNE

Les soldats canadiens se sont battus furieusement à Dieppe

Page B 6



IDÉES

Le précédent de sir Sean Connery

Page B 5

CABIER
B

PERSPECTIVES

Le retrait israélien de la bande de Gaza

Le grand déménagement

La fin d'une longue parenthèse historique

JEAN-LUC ALLOUCHE

Jérusalem — Rien n'y fera. Ni les manifestations, ni les infiltrations dans Gouch Katif d'opposants au démantèlement des colonies, ni les malédictions, ni les menaces. Pas même les supplications de rabbins qui, hier encore, adjuraient Ariel Sharon dans son bureau d'ajourner son plan. Il aurait versé une larme avec eux, dit-on dans son entourage... Mais l'évacuation de 21 colonies occupant 25 % des 360 km² de la bande de Gaza, de 8000 colons installés au milieu de près de 1,3 million de Palestiniens, et de quatre autres colonies dans le nord de la Cisjordanie, ira à son terme. Que ce soit sous le feu des Palestiniens ou les cris et les pleurs des colons.

Les premières colonies ont été encouragées par le mouvement travailliste comme «couverture défensive» contre une menace venue de l'est

«Je suis déterminé», n'a cessé de marteler le premier ministre israélien depuis qu'il a annoncé, il y a 18 mois, son plan d'évacuation unilatérale. Naguère, il disait aux colons: «Emparez-vous de chaque colline, avant qu'il ne soit trop tard.» Aujourd'hui, il reconnaît: «Nous ne serons pas partout où nous avons rêvé d'être.»

Il y aura d'autres compromis territoriaux. Pas aussi importants que le revendiquent les Palestiniens. «Les retraits ne doivent pas avoir lieu à Gaza seulement mais aussi en Cisjordanie», a rappelé Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne. «N'empêche, il s'agit en principe d'un pas historique que nous devons consolider et mettre à profit pour le bien de notre peuple», a-t-il reconnu dans le même souffle. De son côté, un des plus fidèles interprètes des plans d'Ariel Sharon, son ministre de la Défense Shaul Mofaz, a dès hier tracé la géographie de la nouvelle carte de redéploiement: «Les colonies conservées vont déterminer le tracé de notre frontière orientale, qui doit être défendable et nous assurer une profondeur stratégique. Les blocs de colonies en Judée-Samarie et dans la vallée du Jourdain resteront sous le contrôle d'Israël. Il s'agit de Maalé Adoumim [est de Jérusalem], Efrat [près de Bethléem], Gouch Etsion [sud de Jérusalem], Ariel [nord de la Cisjordanie], Kédoumim-Karné Shomron [nord de la Cisjordanie] et Rehav-Shaked [nord de la Cisjordanie].»

Trop peu, pour les uns. Encore trop, pour les autres. Après cette évacuation, Palestiniens et Israéliens, de gauche comme de droite, en débattront longtemps. Que ce soit au moment du retour aux négociations de la «feuille de route» vers un règlement du conflit. Ou, plus sûrement, lors des prochaines élections israéliennes. La fin de Gouch Katif a d'ores et déjà ouvert une crise politique, voire de régime. Le retour aux urnes est inéluctable.

VOIR PAGE B 2: PARENTHÈSE



GORAN TOMASEVIC REUTERS



La colonie de Nassanit a été vidée de ses habitants.

GIL COHEN MAGEN REUTERS

La classe politique israélienne est sous le choc

Sharon, parfois qualifié de «traître» au sein de la droite, a été contraint de s'allier avec les travaillistes

STÉPHANIE LE BARS

Jérusalem — Lorsque, le 2 février 2004, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a annoncé son intention d'évacuer Gaza de manière unilatérale, la classe politique dans son ensemble a été prise de cours. Les réactions ont été à la hauteur de la surprise, et les alliances politiques en ont été bousculées. C'est à droite, dans le propre camp du chef de gouvernement, que l'onde de choc a été la plus violente.

Depuis cette date, le Likoud est en proie à de profondes divisions. L'ancien premier ministre Benjamin Nétanyahou a démissionné avec fracas du gouvernement le 7 août. Les ministres Sylvan Shalom ou Limor Livnat ont pris leurs distances tout en continuant de siéger au gouvernement. La dissidence de M. Nétanyahou a révélé la faiblesse actuelle de M. Sharon dans sa propre maison. Coupé d'une grande partie des membres du comité central, initiateurs de la «rébellion» coordonnée par l'ancien ministre Ouzi Landau — mis en minorité lors du référendum auprès des militants sur le projet de retrait, désavoué par près de la moitié des 40 députés du Likoud lors de votes au Parlement, hué par les jeunes de son parti qui ont réclamé sa démission —, M. Sharon a été contraint de trouver du secours en dehors de son propre camp. Qualifié de «traître» et

de «dictateur» par ses propres troupes, il n'a pas hésité à passer en force, limogeant les ministres récalcitrants. Il a en revanche gagné en popularité auprès des électeurs centristes et de certains électeurs de gauche. Cette période pourrait déboucher sur une scission du parti lors des prochaines échéances électorales en 2006. A la veille du début du retrait, la presse agissait même l'idée d'un «big bang» politique, à savoir la création d'un parti centriste conduit par M. Sharon et destiné à marginaliser M. Nétanyahou à droite.

Des travaillistes ravis

Ravi de voir mise en œuvre une partie du programme qu'il avait défendu lors de la campagne pour les élections générales de 2003, le Parti travailliste a d'emblée soutenu le plan d'évacuation de la bande de Gaza. Les travaillistes ont toutefois précisé qu'il ne s'agissait pour eux que d'un premier pas dans le processus de règlement du conflit avec les Palestiniens; le retrait israélien de la majeure partie de la Cisjordanie et la conclusion d'un accord pour la création d'un État palestinien demeurent l'essentiel de leur ligne politique. L'absence de promesses en ce sens de la part de M. Sharon ne les a pas empêchés de rallier sans délai la nouvelle coalition gouvernementale, rendue indispensable par la crise au sein des partis de droite. Le soutien sans faille que les mi-

nistres travaillistes apportent depuis lors à M. Sharon brouille un peu plus l'image de la gauche classique israélienne.

Les partis de la droite radicale, religieux ou «laïques», traditionnellement défenseurs de la colonisation, ont, de leur côté, pâti de la nouvelle politique gouvernementale. Membres des premiers gouvernements Sharon, le Parti national religieux (PNR) et la coalition Union nationale ont été contraints de quitter le pouvoir, leurs ministres ayant été limogés par M. Sharon après qu'ils eurent exprimé leur opposition au plan de retrait de Gaza. Divisé sur les modalités de la lutte, le PNR a perdu, dans la bataille, son chef radical, Effi Eitam.

Le Shass et le Parti unifié de la Torah — deux partis religieux, le premier séfardite et le second ashkénaze — ont monnayé leur soutien à la coalition chargée de mettre en œuvre le plan d'évacuation en échange de garanties budgétaires pour leur électorat, en particulier les institutions religieuses et les familles nombreuses. À l'origine, le Shass était pourtant opposé au retrait unilatéral, lui préférant une évacuation des territoires décidée en accord avec les Palestiniens.

Ces accords de circonstance ont également précipité le départ du gouvernement du parti ultra-laïque Shinouï; ses responsables ont dénoncé la stratégie de M. Sharon

VOIR PAGE B 2: CHOC

➤ Saviez-vous que...

Le Centre des politiques en propriété intellectuelle (CIPP) de l'Université McGill est au premier plan de l'étude et de l'élaboration des politiques ayant trait à la propriété intellectuelle. Ses chercheurs ont reçu l'une des plus importantes subventions accordées à une équipe juridique pour analyser et proposer des réformes au régime de brevets en matière de biotechnologies agricoles et médicales.

➤ Cours d'anglais et de français

La communication est à la base de la réussite professionnelle. Tests de classement : Cet automne, nous offrons deux nouveaux programmes crédités à temps partiel de français et d'anglais. Français : 23 août à 18 h 45 Anglais : 31 août à 18 h 45

➤ Inscription — Automne 2005

L'inscription aux cours crédités du soir pour l'obtention d'un certificat ou un diplôme en gestion débute le 22 août 2005. À titre d'étudiant à statut particulier, vous pouvez vous inscrire à un cours spécifique pour approfondir vos connaissances dans un domaine d'étude.

➤ Formations pour professionnels en gestion de réseaux et programmation informatique

Améliorez vos perspectives de carrière grâce à des cours du soir ou de fin de semaine menant à des certifications professionnelles en gestion de réseaux (Cisco, Linux, Microsoft) et en programmation (Java).



♦ PERSPECTIVES ♦

Les recettes de l'or noir

Pétrole cher: manne ou malédiction pour les pays producteurs?

JEAN-MICHEL BEZAT

La rente pétrolière a recommencé à gonfler au début des années 2000 et coule à flots dans les caisses des pays producteurs depuis 2004. A plus de 65 \$ le baril, ils engrangent 2 milliards par jour, et la banque Goldman Sachs a prévu, dans une étude publiée jeudi dernier, un prix moyen de 60 \$ dans les années à venir. Ainsi disposent-ils d'une force de frappe financière que certains ont tenté de convertir en arme politique. On est pourtant loin du compte, même si ce surcroît inespéré de recettes leur a souvent permis d'assainir les finances publiques, d'investir dans les infrastructures et d'acheter une relative paix sociale.

A l'exception du président vénézuélien Hugo Chavez, qui puise dans les 31 milliards de réserves de change pour exporter sa révolution bolivarienne en Amérique du Sud, les pourvoyeurs d'or noir de la planète manient l'arme pétrolière avec précaution. Quand ils disposent encore de cette arme! Redoutée dans les années 1970, l'OPEP (40 % de l'approvisionnement mondial) a perdu de son influence en 2004 quand elle s'est révélée incapable de calmer les marchés faute d'une capacité de production suffisante sur le moyen terme.

Cette perte d'influence a été renforcée par les divisions stratégiques du cartel, où deux approches s'affrontent. Peu peuplés et riches en réserves, les pays du Golfe ont «une logique de parts de marché» qui les pousse à préserver leurs intérêts à long terme et à défendre des prix relativement modérés tout en assurant la sécurité de la demande des pays consommateurs, analysent les auteurs de *Géopolitique du pétrole* (Editions Technip, février 2005). A l'inverse, des pays très peuplés (Nigeria, Iran...) sont tentés de privilégier «une logique de revenu» pour financer des programmes sociaux urgents. Une dichotomie qui se réduit cependant, le royaume saoudien devant lui aussi répondre à une très forte pression sociale.

Recentrée sur la politique des prix, l'OPEP laisse ses 11 membres mener une stratégie différente. L'inscription de l'Iran sur la liste des «Etats voyous» par Washington n'a pas empêché la République islamique de multiplier les accords énergétiques (Japon, Inde, Chine) sans craindre de représailles. Comment sanctionner un pays qui détient les deuxièmes réserves mondiales de pétrole et de gaz, alors que toute tension supplémentaire risque de porter les cours du brut à des sommets?

L'influence perdue de Moscou

La Russie tente, pour sa part, de regagner l'influence perdue dans ses anciennes républiques de l'ex-URSS, avec lesquelles elle envisageait naguère la création d'une OPEP-bis. Depuis 1999, sa croissance a été généreusement alimentée par la hausse de sa production d'hydrocarbures (qui stagne désormais): elle a rempli les caisses de l'Etat, permis un rallonge budgétaire de 13,5 milliards en juin et a nourri les ambitions internationales des sociétés russes.

Mais ni cette bonne fortune ni l'empire croissant de la Russie sur le secteur énergétique n'ont pu empêcher ses revers en Géorgie, en Ukraine et en Asie centrale. Dernier symbole: la récente mise en

service de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, grâce auquel le pétrole de la Caspienne parvient en Europe sans transiter par la Russie. Moscou se console avec ses réserves de Sibirie orientale, qui lui permettent de tenir sous une relative dépendance de gros consommateurs (Chine, Japon, Inde).

Encore traumatisés par le souvenir des surcapacités des années 1980 qui avaient conduit à la chute des cours, les pays producteurs doivent aussi investir dans l'exploration-production pour maintenir leur position stratégique et multiplier leurs recettes. L'Arabie Saoudite prévoit 50 milliards d'investissements de plus sur cinq ans par rapport à 2000-2004, et le Mexique 13 milliards en 2005. Après 27 ans de guerre civile, l'Angola espère entrer dans une ère plus prospère en doublant sa production d'ici à 2008.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a prévu qu'une telle relance implique une ouverture plus grande aux compagnies étrangères (ExxonMobil, BP, Shell, Total), qui disposent des technologies permettant d'améliorer le taux de récupération des puits exploités et d'en découvrir de nouveaux. Or les tensions se multiplient entre ces compagnies et des pays qui, comme le Venezuela ou la Russie, leur réclament plus de royalties.

Deux approches s'affrontent au sein de l'OPEP

«Une drogue»

Dans des États où les recettes des hydrocarbures représentent de 30 % à 90 % des ressources budgétaires — où opacité et corruption sont la règle —, la grande difficulté réside dans la répartition des surplus entre les dépenses courantes (éducation, santé...) et l'investissement dans l'exploration, la production et le raffinage. Une équation fort différente d'un pays à l'autre. La Norvège, dont les habitants ont le niveau de vie le plus élevé du monde, peut alimenter son Fonds pétrolier pour les retraites. Les États du Golfe vont investir à l'étranger 290 milliards d'euros en 2005 et 2006. Mais le Nigeria, dont les trois quarts des 130 millions d'habitants vivent avec moins de 1 \$ par jour, doit toujours subventionner des produits de première nécessité.

Les promesses de l'or noir ont souvent tourné à la «malédiction» en interdisant l'émergence d'une économie diversifiée. Le risque est toujours là. Il y a quelques semaines, le ministre russe des Finances estimait que l'afflux de devises dans son pays ressemblait à «la dépendance d'une drogue». Cette richesse a aussi exacerbé les tensions internes: en Irak, le conflit sur la répartition des ressources pétrolières entre Kurdes, chiites et sunnites explique en partie le retard sur la Constitution.

Au sein de populations appauvries depuis au moins deux décennies par l'effet conjugué de la baisse des cours et du boom démographique (sept pays de l'OPEP ont vu baisser le PNB par habitant depuis 1973), la question revient, lancinante: que faites-vous de l'argent du pétrole? Des puits ont été occupés ces derniers jours en Equateur, obligeant la compagnie nationale Petroecuador à suspendre le pompage et l'exportation. Dans le delta du Niger, des groupes armés prélèvent directement leur dime sur les oléoducs. Et c'est bien une crise autour de la propriété des hydrocarbures qui a ébranlé la Bolivie en juin.

Le Monde



La plateforme de forage Goodwyn A au nord de l'Australie.

REUTERS

Les Journées Alternatives

8 - 9 - 10 septembre 2005

Cinéma-thèque québécoise, Maison Théâtre, Cégep du Vieux-Montréal, Bibliothèque Nationale du Québec, ONF et cafés du quartier latin.

Dans le cadre des Journées Alternatives, venez à la

rencontre de :

L'AUTRE ISRAËL

vendredi, 9 septembre, 14h00 à 17h00, Cégep du Vieux-Montréal

AVEC :

Connie Hackbarth, directrice du **Alternatives Information Center (AIC)**, à Jérusalem. AIC est une organisation israélo-palestinienne qui produit, diffuse et partage de l'information et des analyses critiques tant sur les sociétés palestiniennes et israéliennes, que sur le conflit israélo-palestinien. AIC fait la promotion de la coopération responsable entre les Palestiniens et les Israéliens, fondée sur des valeurs de justice sociale et politique, d'égalité, de solidarité, d'engagement communautaire, et sur le respect des droits inaliénables du peuple palestinien.

Sergio Yahni, du **Alternatives Information Center (AIC)**, à Jérusalem. Il a été condamné en mars 2002 à une peine de 28 jours de prison, pour refus de servir comme réserviste dans l'armée israélienne.

Leena Dallashah, de **Ta'ayush (Vivre ensemble)**, à Jérusalem. Ta'ayush est une organisation réunissant des citoyens israéliens, juifs et arabes, luttant contre le racisme, la ségrégation, et pour la construction d'une réelle égalité entre tous les citoyens.

Itai Ryb, du mouvement israélien **Yesh-Gvul (Il y a une limite)**, à Tel-Aviv. Un mouvement encourageant les appelés et les réservistes de l'armée israélienne à refuser de servir dans les territoires occupés.

Un invité de **Physicians For Human Rights-Israel (Médecins pour les droits humains en Israël)**, à Tel-Aviv. Cette organisation lutte pour les droits humains, et particulièrement pour la dignité humaine et le droit à la santé et au bien-être physique et psychologique en Israël comme dans les territoires occupés. L'organisation mène tant des campagnes de sensibilisation afin d'influencer les politiques, que des actions médicales sur le terrain.

Animation: **Yakov Rabkin**, professeur au département d'histoire de l'Université de Montréal.



De l'action locale à la citoyenneté mondiale

LE DEVOIR

Alternatives
... pour un monde différent

Information : 514.982.6606 poste 2224 — www.alternatives.ca

CHOC

SUITE DE LA PAGE B 1

destinée à acheter le silence de deux partis religieux sur le retrait. Le Shinouï, parti centriste et libéral, avait pourtant vocation à soutenir le plan de désengagement de la bande de Gaza. Le parti de l'ancien journaliste Yossef Lapid a d'ailleurs renversé le gouvernement et a voté le budget, en mars, pour que le projet de retrait de Gaza aille à son terme.

De semblables contradictions ont traversé la formation la plus à gauche de l'échiquier politique, le Yahad, ainsi que les partis arabes israéliens. Soucieux de préserver à tout prix le processus d'évacuation, le premier a voté la confiance à la coalition Likoud-travailleurs, les seconds se sont abstenus. Dès que le retrait aura été effectué, les uns et les autres entendent clarifier leurs positions et repasser dans une opposition active. Ils prônent une reprise des négociations politiques avec les Palestiniens pour un règlement global du conflit et pour un retrait total des territoires palestiniens.

L'opinion publique, majoritairement favorable au retrait israélien de Gaza jusqu'à ces dernières semaines, n'a pas pris la peine de se mobiliser pour défendre le projet. Seule une manifestation de masse — 150 000 personnes rassemblées à Tel-Aviv — s'est tenue en mai 2004, à l'appel de la mouvance pacifiste. Un exercice délicat pour ces électeurs de gauche contraints de soutenir une idée portée par leur adversaire politique, M. Sharon. Pour s'en démarquer, les manifestants ont réclamé, parallèlement au retrait, la reprise immédiate de discussions politiques avec les Palestiniens. Malgré un bref sursaut concrétisé par la distribution de rubans bleus (rappelant l'une des couleurs du drapeau israélien), la rue a été laissée aux opposants au retrait et à leurs étoffes orange. Mobilisée, efficace et organisée, cette minorité agissante a été soutenue et financée par le Conseil des implantations de Judée, Samarie et Gaza (Yesha), d'influents rabbins, des lobbies américains et une partie de la droite parlemen-

La presse généraliste s'est engagée comme un seul homme en faveur du retrait

taire. Les défenseurs des colons ont multiplié les initiatives plus ou moins réussies: manifestations, chaîne humaine entre Jérusalem et les colonies du Gush Katif à Gaza, blocage de routes, distributions de rubans orange accrochés sur les véhicules, éphémère grève de la faim devant la Knesset... A l'approche du retrait, l'extrémisme de certains de leurs membres a cependant braqué une grande partie de la population contre eux.

La presse généraliste, écrite et audiovisuelle, s'est engagée comme un seul homme en faveur du retrait, jugeant ainsi sévèrement la démission de M. Nétanyahou. Et les journalistes israéliens ont momentanément mis sous le boisseau leurs enquêtes sur les affaires qui planent depuis des mois sur M. Sharon et sur ses fils pour des problèmes de pots-de-vin. Un long documentaire réalisé par le présentateur vedette de la télévision publique, Haïm Yavin, a mis en lumière l'extrémisme et le mysticisme radical de certains colons de Cisjordanie et de Gaza; il a été diffusé sur une chaîne privée quelques semaines avant le début du retrait.

Le Monde

PARENTHÈSE

SUITE DE LA PAGE B 1

Mais, pour l'heure, Israël est en train de clore un épisode d'occupation et de colonisation de 38 ans. Au début, la stratégie est une «carte d'échange» pour une improbable paix avec les pays arabes, qui se heurte aux «trois non» de Khartoum de l'été 1967 («Pas de réconciliation, de reconnaissance et de négociation»). Cette année-là, le Gouch Etsion, détruit en 1948 par les Jordaniens, renaît. En 1968, Hébron accueille ses premiers colons venus réoccuper d'anciennes possessions juives de la ville, détruites en 1929 et 1936. Jusque-là, le consensus en Israël est presque total. Ensuite, la naissance du parti Gouch Emounim (Bloc de la foi), en 1974, en-

gendre le véritable mouvement de colonisation idéologique. Issu du milieu national-religieux, ayant étudié à la prestigieuse yeshiva Merkaz Harav, école religieuse qui dispense l'enseignement du rabbin Kook, ce mouvement prend, après la victoire de 1967, un tour messianique. Ses dirigeants sont encore, pour beaucoup, les inspirateurs des manifestants «orange» qui s'opposent aujourd'hui à l'évacuation.

Si les colonies sont en majorité de droite et religieuses, elles n'ont pas manqué de fées de gauche et laïques au-dessus de leur berceau. Les premières colonies ont été encouragées par le mouvement travailliste, surtout dans la vallée du Jourdain entre 1967 et 1977, comme «couverture défensive» contre une mena-

ce potentielle venue de l'est. À Gaza, l'une des plus anciennes colonies, Netzarim, a été créée en 1972 comme implantation d'une unité militaire de membres de mouvements de jeunesse de gauche, avant de se transformer en colonie peuplée de religieux. Avec l'arrivée au pouvoir de la droite, sous Menahem Begin, le mouvement s'est accéléré (99 colonies nouvelles). Aujourd'hui, on compte 120 colonies où résident près de 230 000 habitants. A Gouch Katif, tombe le crépuscule de ce qui apparaît sans doute comme une longue parenthèse de l'Histoire. Pour l'heure, c'est encore une histoire pleine de bruit et de fureur qui se joue là.

Libération

• PERSPECTIVES •

À l'assaut d'Hillary

La républicaine Jeanine Pirro tentera de ravir le siège au Sénat de l'ex-première dame des États-Unis en novembre 2006

CHARLES-PHILIPPE GIROUX

Washington — Ce n'est plus tout à fait un secret: plusieurs démocrates rêvent de voir Hillary Clinton se lancer dans la course à la présidence américaine de 2008. Mais avant de s'engager sur le chemin qui mène à la Maison-Blanche, l'ex-première dame des États-Unis devra d'abord reconquérir son siège au Sénat en opposant son charme à celui d'une républicaine, Jeanine Pirro.

Si le nom n'évoque pas grand-chose pour une majorité d'Américains, cela est en voie de changer depuis que la dynamique procureure du comté de Westchester, dans l'État de New York, a annoncé il y a près de deux semaines son intention de briguer le titre de sénatrice d'Hillary Clinton lors des élections de novembre 2006.

Le simple fait qu'une femme ose se présenter contre Hillary Clinton semble suffisant pour faire fantasmer les médias américains, déjà fébriles à la perspective de cet affrontement. Le *New York Times* décrit Jeanine Pirro comme une femme «très énergique», se réjouit de l'«excitante nouvelle» et croit que les New-Yorkais assisteront à une «grande campagne».

Pourtant, malgré ses 30 années de carrière en droit et ses trois mandats comme procureure dans son comté, Jeanine Pirro a encore beaucoup à faire avant de constituer un danger réel pour Hillary Clinton. Les sondages la placent pour l'instant loin derrière la sénatrice. Et elle devra surtout convaincre les membres du Parti républicain de la choisir comme candidate officielle lors des primaires qui devraient notamment l'opposer à Edward Cox, un genre de l'ex-président Richard Nixon.

«Si elle réussit à franchir l'étape des primaires, [Jeanine Pirro] sera une adversaire sérieuse parce que n'importe qui décidant de faire campagne contre Hillary Clinton sera pris très au sérieux», note Kathleen Knight, professeur de science politique du Collège Barnard affilié à l'Université Columbia. «C'est un pari risqué. Si [Pirro] devait gagner à cause d'une erreur [de la part de Clinton], le gain serait important, alors il y aura beaucoup de personnes qui seront prêtes à miser sur elle.»

Le fait que Pirro soit une femme pourrait aussi être un avantage en ce sens qu'elle pourrait neutraliser tout vote de sympathie de la part des femmes qu'obtiendrait normalement Hillary, estime Kathleen Knight.

En attendant les primaires, Pirro a causé la surprise cette semaine en obtenant les appuis de deux membres new-yorkais du Comité national républicain, fait inhabituel à 15 mois du scrutin et surtout compte tenu du fait que d'autres républicains sont en lice pour se présenter contre Hillary Clinton.

Femmes de caractère

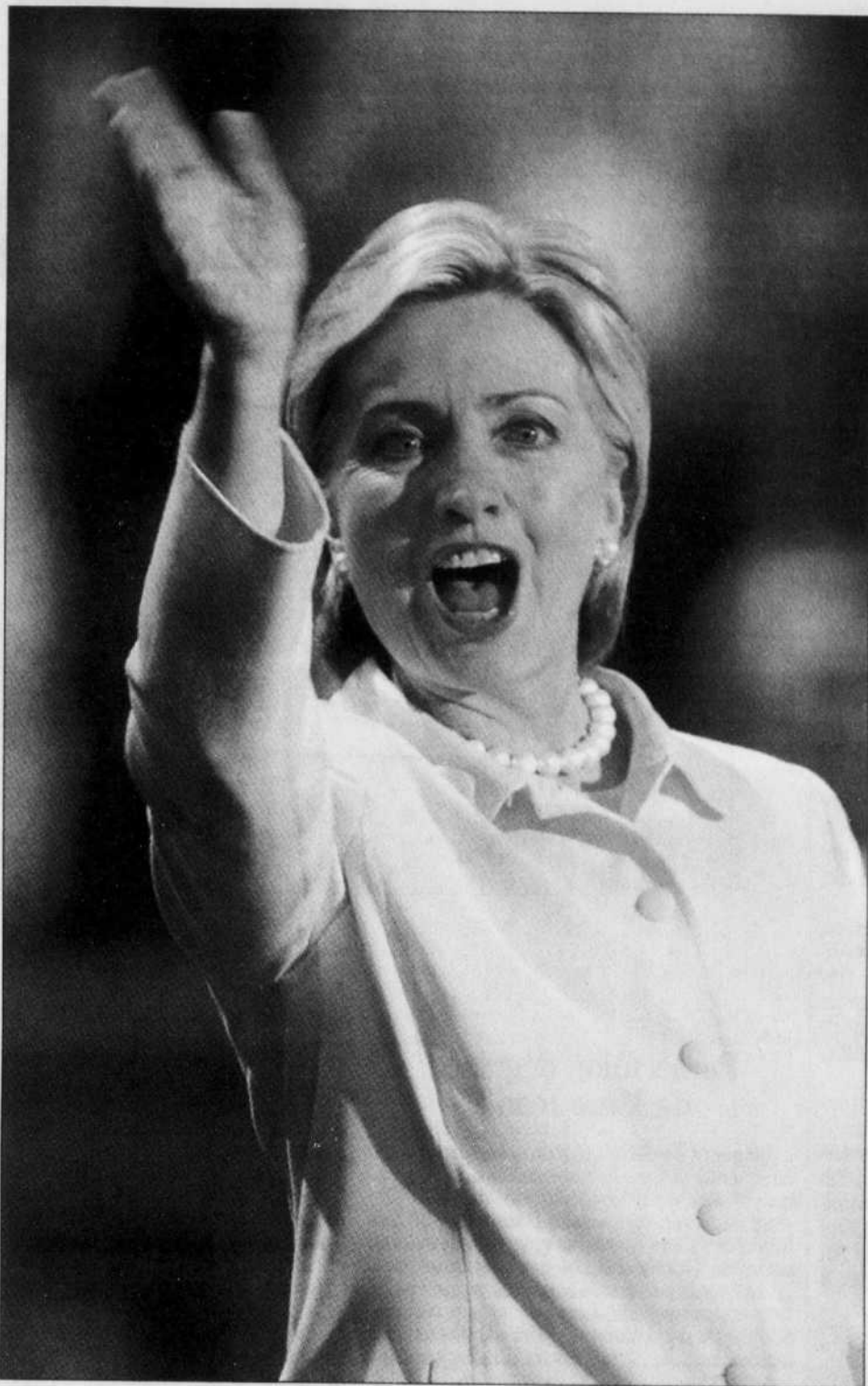
En plus de leur image de femmes de caractère, les deux candidates partagent certaines idées, surtout sur les questions sociales. Par exemple, toutes deux se disent pro-choix et sont en faveur de la recherche sur les cellules-souche embryonnaires. Elles sont aussi d'accord pour défendre les droits des gays, mais s'opposent aux mariages homosexuels.

Un expert de l'Institut de sondage de l'Université Quinnipiac cité par l'agence Associated Press en arrive à cette conclusion: «S'il y a de grosses différences entre elles, je n'arrive pas à voir lesquelles. [...] Clinton est une démocrate légèrement modérée et Pirro est une républicaine typique du Nord-Est.»

Malgré tout, contrairement à Hillary Clinton, Pirro appuierait une initiative pour rendre les réductions d'impôts du président Bush permanentes et approuve ses politiques contre le terrorisme ainsi que la controversée loi des Patriotes.

«En bout de ligne, si elles vont au Sénat, Hillary aura tendance à appuyer le Parti démocrate et Pirro appuiera le leadership républicain. C'est une grosse différence en soi. Mais en ce qui a trait à la plupart des questions, elles sont toutes deux plutôt modérées, et c'est ce que ça veut dire pour gagner à New York», remarque Forrest Maltzman, professeur de science politique à l'Université George Washington.

Hillary Clinton n'a toujours pas fait connaître ses intentions en ce qui a trait à la course à la présidence de 2008, mais pour



La campagne électorale s'annonce corsée pour Mme Clinton.

LARRY DOWNING REUTERS

Jeanine Pirro, c'est tout comme. «Je me présente contre Hillary Clinton parce que l'État de New York mérite une sénatrice qui se consacrerait complètement aux gens de New York pour un mandat complet et qui ne manquera pas certains votes [au Sénat] pour faire campagne lors des primaires présidentielles», a-t-elle déclaré lors du lancement de sa campagne il y a près de deux semaines. «Elle veut nous utiliser comme tremplin pour la présidence. Je crois que nous méritons mieux.»

Les commentaires de Pirro ne sont pas sans rappeler ceux de Rick Lazio, opposant républicain d'Hillary lors de la campagne sénatoriale de 2000, qui l'avait alors taxée de *carpet-bagger* (essentiellement une opportuniste qui vient de l'étranger).

«Pirro va tenter de jouer cette carte contre Hillary et c'est certainement la chose la plus facile à faire parce que les Clinton ont toujours donné l'impression d'être un peu opportunistes», note Forrest Maltzman.

«Mais ce n'est probablement pas important», opine Kathleen Knight. «Dans n'importe quel État, la fierté qu'éprouvent les gens à voir un des leurs devenir président est supérieure aux irritations que cela peut causer à court terme.»

Époux controversés

À la liste des ressemblances entre les deux candidates, il faut en ajouter une qui ne manque pas de réjouir la fibre politico-potinueuse

de certains chroniqueurs: toutes deux ont un mari au passé marqué par les scandales. Bien sûr, tout le monde se souvient des pauses-cigare de l'ex-président Bill Clinton dans le bureau ovale. Aujourd'hui, les Américains découvrent l'histoire d'Albert Pirro, un avocat qui a purgé 11 mois de prison pour fraude fiscale il y a cinq ans et a eu un enfant avec une autre femme il y a 22 ans, alors qu'il était marié à Jeanine.

Certains estiment que le handicap des époux controversés des deux femmes s'annule de part et d'autre, mais d'autres croient tout de même que Clinton est avantagée par la situation. «Tout le monde sait qu'il n'y a plus de saleté à déterrer du côté de Bill Clinton. Les gens aiment ou détestent Bill Clinton et c'est une décision qu'ils ont prise il y a longtemps. Alors le public est surtout exposé aux controverses du mari de Pirro, ce qui pourrait être un problème pour elle», juge Forrest Maltzman.

Pirro tente d'éviter de parler des frasques de son mari en ce début de campagne, mais le sujet est difficile à contourner. La fille illégitime d'Albert Pirro a elle-même appelé le *New York Times* cette semaine pour dire que son père s'en occupait bien et dénonçait la campagne de salissage dont il fait l'objet.

«Je crois que toute cette publicité contre Pirro est une façon de s'assurer que tous les squelettes soient sortis du placard avant de lui accorder un appui républicain officiel», observe Kathleen Knight.

Madame la présidente ?

Bref, il y a loin de la coupe aux lèvres pour Jeanine Pirro. Mais pour certains, l'intérêt est ailleurs. «Plus il y aura de femmes pour se lancer dans de telles campagnes, mieux ce sera», se réjouit Marie Wilson, présidente de l'organisation non partisane White House Project, qui travaille à l'avancement des femmes dans des positions de leadership en politique.

Selon elle, le fait que plusieurs femmes soient impliquées dans une même course détourne l'attention par rapport au genre des candidates et permet de se concentrer davantage sur les vrais aspects d'une campagne électorale. «Ce que nous demandons, c'est que la presse ne traite pas l'événement comme s'il s'agissait d'une catfight [une chicane de fille, en quelque sorte].»

Mais pour Kathleen Knight, même si la campagne est couverte «au pire niveau des stéréotypes des médias», elle permet tout de même aux jeunes femmes de prendre conscience que de telles carrières leur sont accessibles.

Mais les États-Unis sont-ils prêts à élire une femme à la présidence de leur pays? «Nous avons des sondages qui montrent qu'entre 78 et 82 % des Américains seraient prêts à voter pour une femme en 2008», assure Marie Wilson, qui croit qu'Hillary Clinton et Condoleezza Rice contribuent beaucoup au changement des mentalités.

«Il faudra voir, ajoute Kathleen Knight, si la lutte pour le Sénat entre ces deux femmes atténue les chances de Mme Clinton pour la présidence, parce que d'ici les deux prochaines élections présidentielles, je crois qu'elle est la seule femme qui serait capable de faire campagne à ce niveau.»



Jean Dion

Une revue de l'actualité

Fouillant sans relâche les archives secrètes du combat révolutionnaire pour la libération de l'oppression du joug colonial, un séparatiste de choc a découvert qu'un cinéaste ambigu avait, avant d'accepter une chambre d'amis du fédéralisme pourri à Rideau Hall, tourné un film en Iran. «Ottawa, le SCRS et la GRC ne veulent pas que vous sachiez cela, mais j'en ai la preuve», a dit le séparatiste, qui a trouvé la révélation sur le site officiel de la gouverneure générale désignée. «Le fédéral a tout fait pour cacher que le film a gagné un prix Gémeaux, mais c'était sans compter ma perspicacité et mon sens inné de l'enquête.»

«Or je ne veux pas partir de rumeurs, a-t-il ajouté, mais l'Iran, non seulement ça fait partie de l'axe du mal, c'est aussi proche d'autres pays que je ne nommerai pas parce que je veux laisser les Anglais les trouver tout seuls.»

Réflexion faite, le limier a finalement convenu que, oui, il voulait partir des rumeurs. «A notre place, je ferais des petites recherches du côté d'une cellule de souche dormante d'une nébuleuse appelée al-Qanada. Ils plantent des coils suspects à double fond contenant du shampoo à la citadelle de Québec. Bon, je sais que la blague du double fond commence à être usée en ta, mais peut-on vraiment s'en empêcher?»

Selon le séparatiste, le groupe al-Qanada posséderait également des armes de destruction massive, difficiles à trouver toutefois parce qu'elles ont été camouflées en fromage entreposé au fond de la baie des Ha! Ha!

La Ligue monarchisante royale dynastique absolutiste du Commonwealth du Dominion de l'Empire s'est insurgée hier contre la nomination de la nouvelle gouverneure générale du Canada et a demandé à ce que celle-ci fasse une nouvelle profession de foi, qui serait sa quatrième en six jours et abaisserait la marque établie par Benoît XVI aux JMJ.

Si la Ligue a mis 48 heures avant de réagir, c'est que personne n'y parle un traitre mot de français et qu'on s'était donc contenté jusque-là de la version véhiculaire de la profession de foi n° 3, qui précise que ni la gouverneure générale désignée ni son consort n'avaient embrassé la «separatist ideology». Ce n'est qu'hier qu'on a signalé au *chairman* de la LMRD-DE, âgé de 93 ans, que la version vernaculaire faisait état de «l'idéologie souverainiste».

«Je comprends que s'ils ne sont pas souverainistes, c'est qu'ils sont contre la souveraine. Dehors!», a dit le *chairman* avant qu'on lui signale qu'il y avait malentendu: c'est juste que les séparatistes sont tellement habiles et tellement partout et tellement surnois qu'ils ont même réussi à récupérer à leur compte le vocabulaire de la Couronne britannique.

Informé de la situation, le *chairman*, maintenant âgé de 94 ans, a quand même demandé à ce que la g.g. en devenant s'engage résolument en faveur du Canada en incluant dans sa profession de foi n° 4 les expressions «loyauté», «adoration», «pâmoison», «appétence», «prête à donner ma vie pour» et «maudits Français».

La reine du Royaume-Uni, Elizabeth II, tient à vous dire qu'elle se contrefiche éperdument de vos hitoires à la mords-moi le neud.

«Je n'ai aucun pouvoir ici, je n'ai aucun pouvoir nulle part, je me fous du Canada, arrangez-vous avec vos troubles et sacrez-moi patience», a déclaré la souveraine au bord de la dépression après qu'on l'eut informée que des citoyens ulcérés lui envoyaient des courriels pour se plaindre de la g.g. désignée grâce à un hyperlien créé par un député conservateur d'Ottawa. «Vous voulez savoir ce que je fais de vos e-mails? Vous voulez vraiment le savoir? Non, vous ne voulez pas le savoir.»

Selon des sources au palais de Buckingham, la reine en a plein sa sacoch. Déjà que des mauvais souvenirs de représentation de la Couronne dans les colonies s'étaient imposés à sa mémoire lorsque le prince Harry s'est présenté à un party d'Halloween déguisé en nazi, voici une autre histoire dont elle pourrait parfaitement se passer. «Vous noterez qu'en fait de conjoints, mettons, ayant un passé, elle peut déjà compter sur Camilla», a déclaré un proche. «Je pense qu'elle en a marre. L'autre jour, elle s'est mise à pleurer lorsqu'on lui a parlé de changer les rideaux dans le hall. Et comme Rocky, elle s'est mise à hurler "Adrienne!"»

À la suite du départ pour TVA de l'animateur Denis Lévesque, un ministre fédéral des Transports a fait savoir qu'il était prêt à faire double emploi et donc disponible pour reprendre la barre du *Grand Journal* à TQS.

«Je me sens de plus en plus à l'aise avec les caméras depuis que j'ai décidé d'en faire installer partout», a déclaré le ministre lors de conférences de presse tenues hier à Saint-Hyacinthe, à Rivière-du-Loup, à Gatineau, à Sherbrooke et à Gaspé, et jeudi à Trois-Rivières, à Sept-Îles, à Granby, à Roberval, à La Pocatière et à Valleyfield. «Et puis, j'ai le sentiment qu'on ne me voit pas assez. Les gens s'ennuient d'entendre aussi peu de déclarations de ma part sur une gamme étendue de sujets dans les médias», a-t-il ajouté lors d'une visite de presse à Victoriaville.

Selon le ministre, la possibilité d'être à la fois lecteur de nouvelles et lieutenant québécois de Paul Martin ne présente aucun conflit d'intérêts. «J'ai appris en politique à appréhender la réalité de manière objective et non partisane. Et puis, les tâches de présentateur d'un bulletin et de ministre sont très similaires: dans les deux cas, il s'agit d'informer les citoyens», a-t-il dit lors d'un point de presse à Rimouski.

Le député d'Outremont a dit rêver d'une «stimulante concurrence» dans les informations télévisées de fin de soirée qui le verrait opposé à la gouverneure générale présentant *Le Téléjournal* à Radio-Canada «et, pourquoi pas, Liza ou Denis au TVA 22 heures». «Comme ça, les séparatistes seraient obligés de prendre leurs nouvelles à Télé-Québec, tsé veux dire», a-t-il lancé depuis Kuujuaq.

Selon des sources, le nom du ministre aurait par ailleurs été placé sur la liste préliminaire des candidats au prix Nobel de la paix après qu'il eut déclaré — dans le cadre d'une rencontre de presse à Baie-Comeau — qu'«on n'est pas pour envoyer nos F-18» envahir les États-Unis pour régler le conflit du bois d'œuvre.

Les F-18, notons-le, sont cloués au sol en attendant un débarquement au Danemark visant la récupération de l'île de Hans, où se trouve le ministre aujourd'hui en vue d'une exposition de presse.



REUTERS

Les deux candidates au Sénat partagent certaines idées sur les questions sociales.

Collaborateur du Devoir

É D I T O R I A L

L'essence
puissance

Jusqu'à présent, l'économie était parvenue à contrer l'augmentation soutenue du prix du pétrole. Ce n'est plus tout à fait le cas. Depuis que le baril se transige au-delà des 60 \$US, le consommateur freine ses ardeurs. Condamner à débours plus de un dollar pour un litre d'essence, il commence à couper ailleurs.

Depuis que le coût du baril a dépassé les 50 \$US, on suppose les conséquences inévitables à cette hausse en comparant la situation actuelle à celle qui prévalait en 1979. Selon les calculs des analystes, lorsque le baril atteindra les 80 \$, si jamais il atteint ce prix évidemment, il égalera le record historique de 1979. Mais voilà qu'une étude signée par Stéfane Marion, économiste en chef adjoint de la Financière Banque Nationale, apporte un éclairage différent parce que plus ciblé sur le consommateur.

Selon la recherche effectuée par cet expert, lorsqu'on ramène le prix du baril au prix à la pompe, on constate qu'on est beaucoup plus près du niveau observé en 1979. Pour être exact, nous sommes à 10 % seulement du sommet enregistré à l'époque. Pour la première fois en vingt ans, la part que le consommateur consacre à l'achat d'essence dépasse les 3 % du revenu disponible. Et comme le taux d'épargne est à un bas historique, la pression financière que le consommateur subit est naturellement plus prononcée aujourd'hui qu'il y a un an.

Dans l'est des États-Unis, monsieur Tout-le-monde a commencé à s'ajuster. D'après la banque JP Morgan, il dépense moins en sorties diverses et jongle davantage avec les soldes. On s'attend d'ailleurs à ce qu'il maintienne ce cap pendant plusieurs mois afin de limiter les effets qu'auront, ici également, les majorations des factures d'huile et de gaz l'hiver prochain.

En attendant les premiers froids, on se rappellera que toutes les grandes compagnies aériennes nord-américaines, y compris Air Canada, ont haussé récemment leurs tarifs. Pour l'ensemble de l'industrie, les conséquences inhérentes à l'envolée de l'or noir vont se traduire par une perte combinée de six milliards de dollars américains. Les gros joueurs de la livraison de lettres et colis, les FedEx, UPS et consorts, ont annoncé eux aussi des augmentations.

Au Canada, les gouvernements fédéral et provinciaux n'entendent pas agir à court terme à une exception... et demie. L'exception? Le ministre des Finances de la Nouvelle-Écosse a signalé qu'une baisse éventuelle de la taxe serait étudiée. La demie? L'Alberta n'écarte pas une possible inscription du sujet au programme politique. Au Québec, on compte pour l'instant sur l'autodiscipline du citoyen. On espère qu'il sera acteur de l'économie d'énergie. Au passage, on doit rappeler que le litre d'essence est plus cher à Montréal qu'ailleurs au Canada.

Cela étant, la grande question suscitée par ce baril voguant vers les 70 \$US se résume ainsi: y aura-t-il crise, voire récession, ou pas? Comme d'habitude, l'univers des économistes se divise entre ceux qui voient le verre à moitié plein et ceux qui l'estiment à moitié vide. Entre pessimistes et optimistes. Les premiers jugent qu'on approche dangereusement de la frontière de l'effet domino. En un mot, que la crise systémique n'est pas loin.

Car c'est au cours du prochain hiver que tous les impacts provoqués par cette envolée de l'or noir auront intégré, si l'on ose dire, la sphère économique. Il faut savoir qu'outre le prix à la pompe, le chauffage, la baisse de certaines dépenses à la consommation, etc., des entreprises ont fermé des usines pour cause pétrolière. Par exemple, l'énorme Dow Chemical a mis la clé sous la porte de douze centres de production en Amérique du Nord.

Couplée à un resserrement du loyer de l'argent, le cocktail pourrait s'avérer explosif au printemps prochain. Surtout si les prédictions des économistes versés en taux hypothécaire se réalisent. Ces derniers s'attendent à une augmentation de 2 % d'ici six mois.

Les optimistes parient sur une crise à la fois faible et de courte durée. Pour eux, il ne faut pas perdre de vue que le contexte actuel se distingue de celui observé en 1979 comme suit: à l'époque, on avait assisté à une restriction de l'offre alors qu'aujourd'hui on est témoin d'une pression sur la demande attribuable notamment à la soif de la Chine et de l'Inde. Et alors? Une fois achevés les nouveaux sites d'extraction, une fois inaugurées les nouvelles raffineries, on va récolter d'une addition sans équivalent de pétrole à compter du dernier trimestre de 2006. Nostradamus excepté, on est pris entre le peut-être bien que oui, peut-être bien que non.

En réalité, c'est Ernest Manning, premier mi-

nistre d'alors [pendant 25 ans], qui écarta toute sorte d'investissement canadien, trop plein de «socialistes» à son goût. Il invita plutôt quatre grandes multinationales américaines à investir chez lui, sans conditions: elles n'avaient à promettre ni l'embauche d'Albertains ni l'octroi de contrat à des sous-traitants de la province.

La chroniqueuse Russell, du *Free Press*, citait aussi un professeur de Regina, James M. Pitsula, qui prétend que, dans les années 1920, les Albertains d'origine étasunienne étaient deux fois plus nombreux que ceux d'extraction britannique. En Saskatchewan, les groupes les plus nombreux provenaient d'Allemagne ou de pays scandinaves.

Autre personnage déterminant dans le caractère américain de l'Alberta: Henry Wise Wood, né au Missouri en 1860 d'un père sudiste. Président des Fermiers unis de l'Alberta de 1916 à 1931, il refusa de devenir premier ministre de la province et développa une critique virulente de la démocratie parlementaire à la britannique. Il préférait la démocratie de type populiste, IRR (initiative, referendum, recall), comme celle que le Parti progressiste favorisait aux États-Unis depuis les années 1910. Projet ramené au devant de la scène au début des années 90 par le fils d'Ernest Manning, Preston, chef du Reform Party. L'autre composante de l'esprit albertain, «une confiance quasi religieuse dans le marché», a aussi été instillée par Manning. Il y a donc des raisons culturelles, en plus des financières, qui motivent les autonomistes de l'Ouest.

Vous voulez vraiment revenir sur la polémique délicate au sujet de la nouvelle gouverneure générale Michaëlle Jean? Bon d'accord. Puisque vous in-

sistez. Heureusement, il y a certaines opinions qui ressortent du lot.

Rick Salutin, hier, dans le *Globe and Mail*, se disait déçu du communiqué de presse de Mme Jean. Pas assez canadien à son goût? Non non, ce chroniqueur du *Globe*, expert en surprises, a mieux à dire. Il reproche principalement un mot à Mme Jean: «unequivocally», c'est-à-dire «sans équivoque».

Salutin dit aimer «une certaine dose d'ambiguïté, de complexité et d'incertitude» dans l'expression d'une opinion politique. «J'ai un préjugé favorable pour toute prise de position qui commence par "il est difficile de dire..." ou "ça dépend"». Après tout, Lénine, lorsqu'il a pris le pouvoir en Russie, a décidé «qu'un peu de capitalisme était acceptable». Et Churchill, qui a tenté pendant des décennies d'étrangler le bolchévisme, a fait alliance avec Staline, car «il était prêt à faire front avec le diable pour vaincre Hitler». Et Salutin d'y aller d'une confiance sur ses propres ambivalences: «Moi, parfois, je sens qu'un Québec souverain en bons termes avec le reste du Canada serait pour nous tous préférable à l'étreinte haineuse dans laquelle nous sommes prisonniers. À d'autres moments, je crois plus simplement qu'ils devraient déguerpir». Par exemple, Salutin, résolu sur la gauche canadienne, en a encore gros sur le cœur contre Jacques Parizeau, qui a décidé d'appuyer le libre-échange.

L'ambiguïté, toutefois, n'est pas l'apanage de tous dans le ROC. Salutin donne l'exemple du très carré Andrew Coyne, du *National Post*, qui se demandait cette semaine si «Michaëlle Jean croyait au Canada». Réplique du chroniqueur du *Globe*: «Depuis quand le Canada est-il une religion?» Bonne question! Le nationalisme a ceci de détestable qu'il nous intime souvent d'adhérer de manière pré-rationnelle à un pays. Comme si ce n'était pas un contrat, un «plébiscite de tous les jours», selon le mot de Renan. Bref, Salutin ne croit pas en un Canada qu'il faudrait

suivre «right or wrong», un Canada aux prétendues «valeurs éternelles, comme l'unité nationale ou même le système de santé universel». Mais plutôt à un Canada telle une «aventure commune, dans laquelle ces gens différents discutent de manière démocratique afin d'accommoder leurs besoins et leurs idéaux divers».

Brèves «on the ROC»
Michaëlle, encore. (Je l'appelle par son petit nom, comme nous y contraignait le titre de l'émission qu'elle animait jusqu'à récemment. Passe encore les patronymes comme titre d'émission. Mais les prénoms...)

■ Dans le *National Post* d'hier, David Asper, en faveur de la nomination de l'ancienne animatrice: «Son mari et elle ont déjà considéré l'option de l'indépendance comme un objectif pour le Québec? Et alors? Puis il se questionnait: «A-t-on interrogé Stephen Harper pour savoir s'il a déjà adhéré au plan de séparation de l'Ouest? [...] On devrait pourtant avoir tiré la leçon de cette phrase: "Avez-vous déjà été membre ou êtes-vous actuellement membre du Parti communiste?" (phrase de McCarthy, chasseur de sorcières).»

■ La CBC est en lock-out. Il faut adopter une programmation d'urgence, disait à la blague hier Stephen Lautens dans le *Calgary Sun*. Il suggère qu'à 9h, quotidiennement, il y ait une «conversation de café» avec la nouvelle gouverneure générale. «Cette dernière retournerait à ses racines, à la télé de la CBC, pour donner un coup de pouce en ces temps de crise. Il s'agirait d'une tribune libre. Alors appelez en grand nombre et abordez tous les sujets que vous voulez. Sauf le séparatisme. On remet l'ordre du Canada aux trois premiers qui téléphonent.»

arobitaille@sympatico.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

APRÈS LES ROBES FASTUEUSES D'ADRIENNE CLARKSON...



L E T T R E S

Persécution déguisée
de Mme Jean?

Le genre de débat qui a présentement cours au Québec et dans le reste du Canada concernant la pensée politico-idéologique de Michaëlle Jean et de son époux Jean-Daniel Lafond est digne des jours noirs des pays non démocratiques du Tiers-Monde, où des individus et des groupes sont persécutés pour avoir pensé en dehors des normes imposées par certains cercles. Soulever des controverses pour manifester son existence ne devrait pas exister dans les pays démocratiques.

Ce qui se passe aujourd'hui est une tentative malsaine de certaines personnes pour limiter deux individus dans l'exercice de leur droit fondamental en tant que citoyen. Comment peut-on célébrer l'anniversaire de la victoire sur les idéologies fascistes en Europe, notamment, et poursuivre une chasse aux sorcières ici? S'il doit y avoir critique à l'endroit de Mme Jean et de M. Lafond, que ce soit en fonction de leurs actions publiques et de leurs engagements sociaux.

Indépendamment des accusations politiques à l'endroit des motifs du premier ministre dans la sélection de Mme Jean pour le poste de gouverneur général, ce choix est judicieux et à saluer. Le parcours de Mme Jean peut nous donner des leçons inestimables. Son choix n'est que la poursuite d'une politique exercée au Canada depuis sa conception comme entité politique. L'apport des immigrants dans la construction du Canada, et ce depuis les premiers colons, est reconnu, même si tout n'est pas toujours juste.

Espérons que le remplaçant de Mme Jean, après la fin du mandat de celle-ci, sera une personne issue des Premières Nations!
Houchang Hassan-Yari
Professeur
Collège militaire royal du Canada
Kingston, Ontario, août 2005

Un geste opportuniste

Michaëlle Jean a enfin brisé son silence, sous la pression, je dois dire, une pression un peu gênante de quelques souverainistes. Mais même madame trouve la situation assez importante pour répondre et clarifier la chose.

Je brise mon silence devant cette chose qui me rend mal à l'aise depuis le début.

Je dois dire que depuis quelques semaines je regarde la chose éveillée. J'écoute les extraits de films de son conjoint; j'admire la beauté de la femme, j'écoute le propos.

J'arrive à un constat pour le moins troublant. Mme Jean affirme ne jamais avoir été souverainiste, pas plus que son mari; donc elle peut (et veut) occuper le poste de gouverneur général du Canada.

Si c'est le cas, ils auraient berné le mouvement souverainiste pendant des années en étant dans leur cercle intime, en faisant film après film avec eux pour faire connaître leur thèse?

Je suis mal à l'aise devant cette situation, car j'aime bien Mme Jean. Mais je dois dire, par contre, que je sens de l'opportunisme à plein nez. Pensez pour un moment que, si le Québec avait atteint son statut de souveraineté (quelque part dans les dix dernières années, aujourd'hui Mme Jean, accédant au poste de lieutenant général du Québec, nous dirait que depuis toujours elle est souverainiste, ayant les films et les déclarations de son mari comme preuve.

Je suis mal à l'aise.
Normand Bélair
Saint-Lambert, août 2005

Sages éminences

Dans les dernières minutes de la conférence que Gérard Bouchard a donnée le 16 août

dernier à l'Institut du Nouveau Monde, le sociologue a délaissé son texte pour aller directement au message qu'il voulait transmettre. Bien qu'à son avis, la société québécoise soit inscrite dans un mouvement déstabilisant de transition et de profonde mutation, dans lequel tout l'Occident est aussi engagé, il nous invitait, nous, la jeune génération, à corriger l'image que nous avons de notre société.

Il nous exhortait à modifier l'état d'esprit pessimiste et déprimé qu'il a constaté dans ses recherches et à reconnaître les formidables opportunités du Québec d'aujourd'hui afin de s'y épanouir.

Ceci m'a beaucoup interpellé. Et voilà qu'à mon tour, je me tourne vers les intellectuels du Québec, ces éminences sages, pour les inviter à prendre la parole et à témoigner des forces vives de notre société.

Celles qu'ils constatent, qu'ils reconnaissent et que nous devons connaître. Je serai très attentif à leur discours pour m'accomplir en tant que citoyen éclairé.

Simon Hardy
Montréal, août 2005

Traduction infidèle

Dans la lettre intitulée «A token», publiée le 17 août, l'auteur Pascal Barrette a eu tort de traduire le mot anglais *token* par «pion». Dans le contexte, *token* veut dire «symbole» en français.

Cela a une signification positive et n'a rien à voir avec le sens figuré d'un pion sur l'échiquier politique utilisé par l'auteur. Donc, en réponse à la question de savoir si elle se considère comme un symbole, Michaëlle Jean a répondu: je ne suis pas un symbole, et je ne le serai jamais.

Richard Qi Chen
Montréal, août 2005

REVUE DE PRESSE

L'Alberta, c'est les États-Unis

ANTOINE ROBITAILLE

Où vient le caractère distinct de l'Alberta? Ses opinions très «red State», bref «bushiennes»: pro-armes à feu, anti-mariage gai, pro-guerre en Irak, radicalisme individualiste, méfiance envers l'État, etc.? «L'est du Canada a été fondé par trois peuples vaincus: les Français, les loyalistes et les Écossais, ces derniers ayant été chassés de chez eux pour faire place à des moutons...», me disait la semaine dernière Link Byfield, un des quatre sénateurs «élus» albertains (Paul Martin refuse de les nommer à la Chambre haute). En revanche, les individus qui ont peuplé l'Alberta au siècle dernier étaient des immigrants «en quête d'occasions». Et cela, affirme-t-il, «à toutes sortes de conséquences encore de nos jours dans le rapport que vous et nous avons à l'État».

C'est là une interprétation. Il y en a d'autres. Dans le *Winnipeg Free Press*, hier, Frances Russell se penchait de manière très intéressante sur la question. Selon elle, l'Alberta a de «profondes racines américaines qui ont été magnifiées par des générations de dirigeants». Et de ce mythe découle une attitude «victimaire», qui veut que l'Ouest soit négligé et méprisé par le Canada central.

C'est l'idée de «l'aliénation». Elle ne fait pas l'unanimité parmi les experts. Russell cite Keith Brownsey, politologue du Mount Royal College. C'est selon lui un outil «pour l'extrême droite cherchant à dévier le débat et à occulter les enjeux plus importants». Brownsey remet en question un des «griefs fondamentaux» des Albertains à l'endroit de «l'Est», soit qu'au début de l'exploitation pétrolière, l'Ontario et le Québec aient refusé de lui octroyer tout financement.

«En réalité, c'est Ernest Manning, premier mi-

La presse

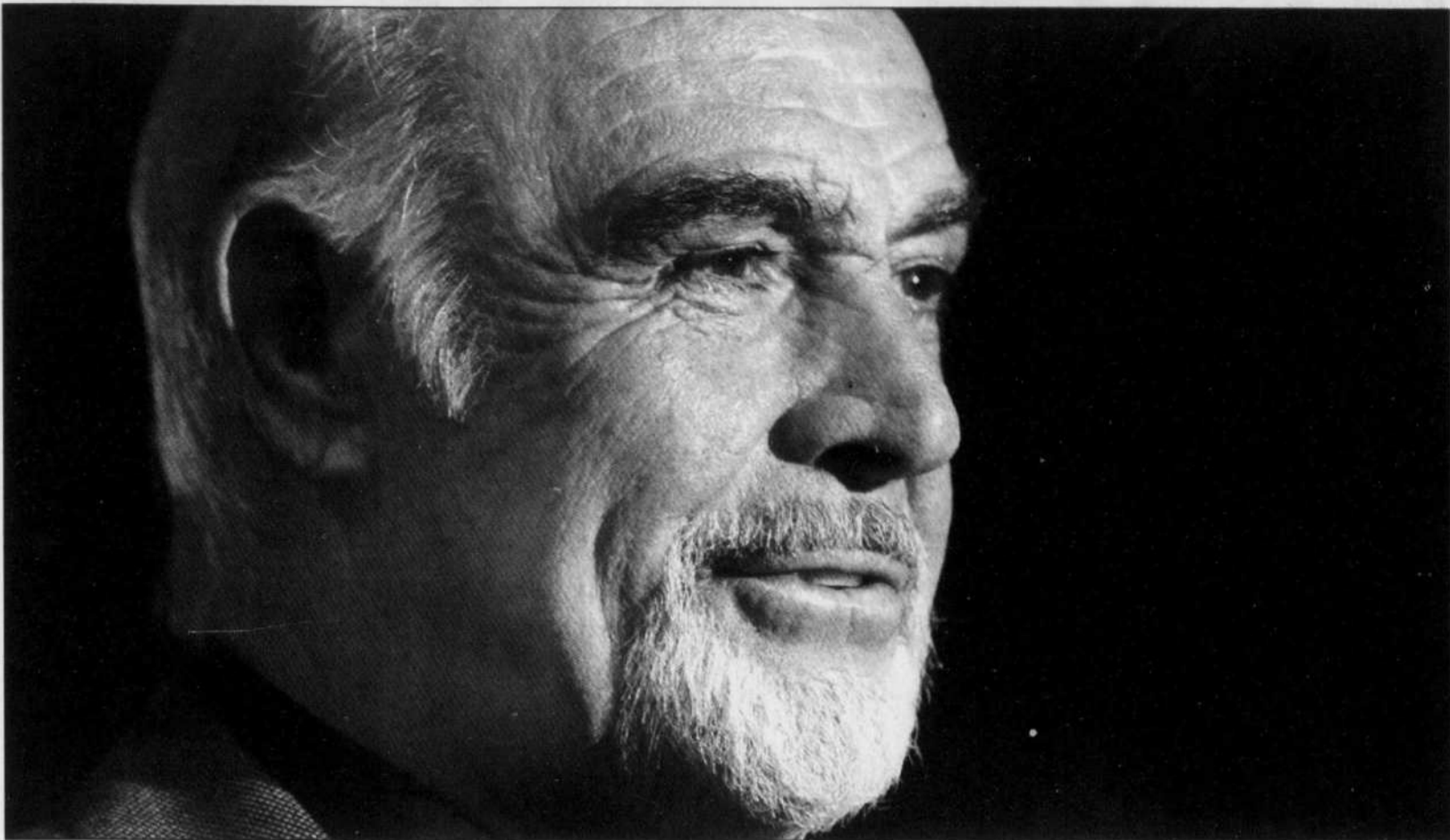


du Canada

nistre de la province et développa une critique virulente de la démocratie parlementaire à la britannique. Il préférait la démocratie de type populiste, IRR (initiative, referendum, recall), comme celle que le Parti progressiste favorisait aux États-Unis depuis les années 1910. Projet ramené au devant de la scène au début des années 90 par le fils d'Ernest Manning, Preston, chef du Reform Party. L'autre composante de l'esprit albertain, «une confiance quasi religieuse dans le marché», a aussi été instillée par Manning. Il y a donc des raisons culturelles, en plus des financières, qui motivent les autonomistes de l'Ouest.

Vous voulez vraiment revenir sur la polémique délicate au sujet de la nouvelle gouverneure générale Michaëlle Jean? Bon d'accord. Puisque vous in-

IDÉES



Sean Connery est connu pour son appui accordé au Scottish National Party, le parti indépendantiste écossais.



Denise Bombardier

L'engagement intellectuel

La polémique installée au sujet de la nomination de Michaëlle Jean permet un débat nécessaire et, hélas, si rare sur l'engagement intellectuel, ses conséquences, ses limites, ses ambiguïtés, ses contradictions et son éthique.

D'abord, la chasse aux sorcières est inutile. Qu'est-ce donc que ces enflures verbales ou l'indépendance les ayatollahs, banalisant de ce fait les vrais, substitués, tortures et censures. Les souverainistes « purs et durs », comme on les appelle, qui dénoncent ce qu'ils estiment être la trahison d'un des leurs, en l'occurrence Jean-Daniel Lafond l'époux de Michaëlle Jean, ne sont pas des fascistes, même si leur manière outrancière n'est guère du meilleur goût.

Compte tenu des prises de position du cinéaste, de sa fascination pour le problème identitaire québécois jusque dans son expression la plus extrême, à savoir le FLQ, il est légitime qu'ils s'interrogent publiquement sur le revirement apparent de celui qu'ils considèrent comme un de leurs frères de combat. Il n'y a ni scandale ni coup fourré là-dedans. On peut imaginer vraisemblable que Jean-Daniel Lafond ait lui-même adhéré intellectuellement à la famille souverainiste. Qu'il ait eu une sympathie engagée à l'endroit de cette cause pour laquelle le militantisme ne passe pas nécessairement par une carte de membre d'un parti politique. Les thématiques de ses films l'installent dans la sensibilité de la gauche nationaliste non pas canadienne, à la manière de John Raston Saul, mais québécoise. Une gauche qui revendique l'indépendance du Québec jusqu'à la nomination de sa femme, ses apparences professionnelles qui incluent ses commentaires à la radio de Radio-Canada pouvaient le laisser croire, alors que des intellectuels cherchent à le mettre en contradiction avec lui-même, cela est inévitable. Pour comprendre une démarche intellectuelle, il faut faire œuvre d'ethnologue et retourner dans le passé intellectuel de la personne, savoir ce qu'il a dit, écrit ou filmé. Ça n'est pas ce qui s'appelle la chasse aux sorcières.

Ce qui le devient par contre, c'est d'interdire à cette personne de changer d'opinions et même de cause car, dans l'optique indépendantiste, se retrouver prince consort de la représentante en titre de la reine, chef de l'État canadien, ce serait un changement de cause. On ne peut pas prôner sa foi dans le Canada et ses institutions si l'on appelle de ses vœux la séparation du Québec.

Jean-Daniel Lafond et sa femme adhèrent au Canada et croient à son unité. Ils l'ont affirmé cette semaine par voie de communiqué. Alors que veut-on de plus? Il faut en prendre acte. Toute spéculation supplémentaire relèverait du procès d'intention.

Cela étant, sachant que la très grande majorité des Québécois considère dépassée et inutile cette fonction de gouverneur générale, on peut se surprendre de l'intérêt porté à cette nomination. Les statistiques québécoises incluent aussi, cela va de soi, un grand nombre de fédéralistes, convaincus de la désuétude d'une telle fonction. Sans doute, dans cette polémique, les sceptiques classaient-ils les Jean-Lafond, compte tenu de leurs engagements sociaux et professionnels, parmi cette majorité. Erreur des sens abusés, donc. Nous sommes ici plutôt face à un problème de perception qui déborde le cadre de la nomination de Michaëlle Jean.

S'il faut tirer une leçon de tout cela, c'est bien de cesser de classer les gens selon des catégories plus théoriques que réelles. Qu'est-ce donc qu'être de gauche ou de droite par exemple? Il y a des gens de gauche qui vivent selon leurs principes mais il y a aussi ce que l'on nomme avec bonheur, la « gauche caviar ». Une gauche dont l'élitisme est la marque de commerce. Il y a une droite égoïste, insensible aux injustices sociales, mais il y a aussi une droite libérale, se portant à la défense des faibles, des minoritaires, anti-élitiste. Classer les gens non pas en fonction de ce qu'ils sont mais en fonction de ce que l'on croit qu'ils sont ou devraient être peut être un signe d'aveuglement idéologique.

De plus, être fidèle à soi-même n'est pas obligatoirement être fidèle à ce que l'on a cru à 20 ans. C'est s'assurer de ne jamais prêcher ce que l'on ne vit pas. Il y a les baby-boomers souverainistes qui défendent aujourd'hui une indépendance du Québec en ayant perdu la foi dans celle-ci. Il y a les fédéralistes qui jurent leur foi canadienne alors que leur cœur ne vibre qu'au rêve québécois. Les choix des uns et des autres sont plus complexes, plus toulous, plus contradictoires et paradoxaux que plusieurs aimeraient le croire.

Enfin, faut-il répéter encore une fois à quel point cette société a de la difficulté à accepter le débat. Que René Bou langer, personnage sans aménité par qui l'unanimité des éloges fut brisée, soit traîné dans la boue, que Jacques Lanctôt, le trouble-fête hyperbolique et indélicat, soit de nouveau désigné à la vindicte publique montre bien que contrairement à ce que l'on affiche, la tolérance n'est qu'une réalité en devenir. Elle démontre également que le choc des idées choque davantage les gens qu'il ne les incite à réfléchir.

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Nomination de Michaëlle Jean

Le précédent de Sean Connery

RENÉ MARCEL SAUVÉ

Géographe et auteur de Géopolitique et avenir du Québec

Peu importent leurs antécédents et leurs options politiques, rien n'empêche Michaëlle Jean de devenir gouverneur général du Canada et son conjoint, Jean-Daniel Lafond, de lui servir de consort. Le seul obstacle vient, non de leurs antécédents — réels ou imaginés —, mais de l'interprétation étriquée qui s'est répandue partout au Québec et au Canada à ce sujet.

Le 5 juillet 2000, la reine, Élisabeth II s'est rendue au château de Holyrood en Écosse pour accorder à l'acteur Sean Connery le titre de chevalier de l'Ordre de l'Empire britannique. Pourtant, deux ans auparavant, ce titre lui avait été refusé.

Depuis longtemps, le célèbre acteur était connu pour son appui accordé au Scottish National Party, le parti indépendantiste écossais, équivalent à notre Parti québécois. Non seulement Sean Connery ne s'est pas «reconverti» au fédéralisme ou au centralisme unitaire à l'honneur dans l'Empire britannique, il a augmenté son appui au Scottish National Party jusqu'à lui fournir de substantielles contributions en argent. Il est allé encore plus loin, en déclarant publiquement qu'il n'aurait pas vécu en Écosse tant que «son pays» ne sera pas devenu indépendant.

Pas question pour la reine de lui enlever l'honneur qu'elle lui avait octroyé. Sean Connery est devenu Sir Sean Connery et va le rester. Son option politique ne lui enlève aucune éligibilité pour les grands honneurs de l'Empire.

En 1998, le nom de Sean Connery pour le titre de chevalier de l'Ordre de l'Empire britannique avait été recommandé par Tony Blair, mais refusé par Donald Dewar, secrétaire aux Affaires écossaises, à cause de l'appui de Connery envers le Scottish National Party.

La proposition d'octroyer un tel honneur à un indépendantiste écossais n'était pas que personnelle. Elle était surtout politique, mais pas de la manière dont on

le pense au Québec et au Canada. En effet, depuis son élection comme premier ministre de Grande-Bretagne en 1997, Tony Blair a entrepris une politique de dévolution de pouvoirs en faveur de l'Écosse, l'Irlande du Nord (Ulster) et le Pays de Galles.

Cette politique renversait le centralisme unitaire de l'Empire. Avec l'Union Act de 1707, l'Irlande, l'Écosse et le Pays de Galles étaient littéralement appelés à disparaître. La Grande-Bretagne devenait définitivement un État centralisateur et unitaire. Il ne suffirait aux Anglo-Saxons que d'angliciser les peuples celtiques de Grande-Bretagne, de les assimiler et on n'en parlerait finalement plus.

Compte tenu de la faible superficie des îles britanniques, qui entrent cinq fois dans le Québec, de la faiblesse numérique des peuples celtiques — Irlandais, Écossais et Gallois — qui les habitent et doivent se confronter aux Anglo-Saxons, leur assimilation et leur fossilisation finales devaient sembler tout à fait réalisable aux «maîtres» de l'Empire britannique.

La nature parle un autre langage. Elle se moque parfois des politiques impériales qui finissent souvent par faire son jeu, fondé sur la patience et la longueur de temps. [...] En premier, la géographie. Les peuples celtiques sont localisés à la périphérie de l'Angleterre et de ses principales voies de communications terrestres et maritimes.

Ensuite, l'Angleterre n'était pas suffisamment habitée pour déverser des flots de populations excédentaires sur les pays voisins. Le pays est humide, brumeux et peu agréable. L'expérience des mouvements migratoires montre que ce sont les populations du nord qui émigrent vers le sud et rarement l'inverse, sauf en cas de guerre et de misères intolérables.

La politique impériale de fossilisation des peuples celtiques des îles britanniques risquait donc d'échouer à la longue, et c'est ce qui arriva.

Mais les pouvoirs en place sont tenaces. Il y aura des guerres, des révoltes et des insurrections. L'Angleterre finira par céder en accordant l'indépendance à l'Irlande du Sud en 1920. Onze ans plus tard, le gouvernement impérial de Londres cédera encore une fois une grande partie de ses pouvoirs, avec les statuts refondus de Westminster, qui accorderont de

larges mesures d'indépendance à plusieurs pays de l'Empire britannique, dont le Canada. La Seconde Guerre mondiale sera suivie de décolonisations majeures envers tous, ou presque tous les peuples indés à l'Empire britannique. [...]

C'est dans la suite de cette dévolution que P.E. Trudeau a obtenu du gouvernement de Londres le Canada Act de 1982.

Porté au pouvoir en 1997, Tony Blair a poursuivi encore plus loin cette politique de décentralisation massive des pouvoirs de Londres, permettant à l'Écosse, l'Irlande du Nord et le Pays de Galles d'ouvrir leur propre Parlement et de préparer leur constitution. [...] On comprendra que la monarchie britannique, qui doit se plier à la politique officielle, accorde des honneurs à des gens venus de partout, comme elle le fait maintenant, y compris à un indépendantiste écossais notoire, qui n'a commis aucun acte délégitime et à qui on ne peut rien reprocher.

Le statehood des États-Unis

Une politique de dévolution est aussi en marche aux États-Unis. Les États américains veulent de plus en plus se faire reconnaître comme États avec la majuscule et Washington ne peut y faire obstacle sans risquer de provoquer de graves désordres intérieurs. Dans la Constitution américaine, il existe des mécanismes souples pour permettre ces transferts de pouvoirs, impensables au Canada, pays de la rigidité cadavérique.

Et pourtant, c'est bien dans l'espace continental canadien que les provinces accèdent rapidement au statut de sociétés dont la maturité politique et les capacités économiques les rendent aptes et capables de se prendre en charge en tant qu'États, avec la majuscule elles aussi. Trop de maturité pour Ottawa et son oligarchie allergique au moindre changement?

Mme Michaëlle Jean n'avait nullement à se désister pour accommoder l'insignifiante politique étriquée du gouvernement Martin. Elle n'a rien fait de répréhensible dans le passé et son mari non plus. Il n'y avait rien à nier et aucune profession de foi «fédéraliste» n'était nécessaire pour lui permettre d'accéder au poste de gouverneur général du Canada, avant que la reine elle-même ne vienne l'abolir.

Contribution volontaire pour droits d'auteur

JUDITH LUSSIER

Étudiante en communication et politique à l'Université de Montréal, également artiste travailleuse autonome

L'industrie du disque monte encore aux barricades à l'idée qu'une autre occasion de perdre quelques ventes point à l'horizon. Ne soyons pas dupes! Il est évident, avant même de savoir que la Grande Bibliothèque est munie de graveurs, qu'il y aura, d'une façon ou d'une autre, copies illégales de disques compacts et de DVD. Comme il y en a toujours eu. Et ce n'est pas tout! Saviez-vous qu'on pouvait faire des photocopies dans la même institution? Bien sûr!

«Tous ces livres vous appartiennent»: le titre évocateur de l'une des premières expositions présentées à la Grande Bibliothèque donne le ton dès l'inauguration de l'établissement. Gratuité et accessibilité sont les mots d'ordre, et ce, dans un désir louable de démocratisation de la culture.

Lorsque j'ai fait la visite guidée de la bibliothèque nationale, les questions qui revenaient le plus souvent de la part des utilisateurs novices étaient: «Mais ça, est-ce que c'est gratuit? Et la location de DVD, pas besoin de payer? Et si on n'habite pas à Montréal, y a-t-il des frais?», et la patiente guide de répondre à chaque fois «qu'à part les frais de retard, oui, tout est gratuit ici!». Et c'est bien la philosophie que Mme Lise Bissonnette a voulu mettre de l'avant dans la mise en branle de son grand projet.

Il ne faut pas oublier que lorsque la bibliothèque

acquiert de nouveaux documents, elle en paie les redevances. En quoi est-ce que copier un disque après l'avoir emprunté d'une institution qui a payé des droits d'auteur serait plus mal que de l'emprunter tout simplement?

Evidemment, cette politique est loin de rejoindre la mentalité des gens d'affaires de ce que l'on nomme désormais «l'industrie de la culture», deux mots qui, à mon avis, font une bien triste paire. On oublie bien souvent que la culture ne devrait pas être un bien de consommation, mais un lieu d'identité à partager. Même si les droits d'auteur sont une nécessité pour la survie de l'artiste, je continue à croire qu'un compromis est possible entre impératifs capitalistes et encouragement de la culture. En ce sens, l'ADISQ a bien su ajuster le tir en sensibilisant la population aux besoins de l'industrie sans accuser à tort et à travers les fournisseurs de services Internet, les disques vierges et les photocopies.

Petit code de déontologie du téléchargement illégal

Pour ma part, et je ne suis certainement pas la seule, j'ai construit mon propre code d'éthique afin de télécharger sans remords, et de graver en toute tranquillité d'esprit.

La personne qui s'adonne à la copie illégale:

- doit s'abstenir de copier des documents d'artistes québécois;
- ne doit pas pirater les produits d'étiquettes indépendantes;
- doit s'en donner à cœur joie dans le téléchargement des majors américains;

- peut télécharger ou copier des documents qui sont discontinués ou non disponibles au Québec;
- peut télécharger illégalement plus ou moins sans remords si elle juge que l'artiste a déjà fait assez d'argent;
- peut outrepasser le code de déontologie si elle se promet d'acheter le produit après coup s'il en vaut la peine, ou si elle est financièrement mal en point.

Ces quelques petites règles toutes simples ont fait qu'en un an, j'ai plus que doublé ma consommation de disques québécois. (En fait, j'ai acheté mes cinq premiers disques québécois cette année...) C'est d'ailleurs avec un grand plaisir que je me suis procuré l'album de DJ Champion même si mon coloc l'avait déjà. Après l'excellent spectacle gratuit qu'il nous a donné aux FrancoFolies, c'était le moindre des choses.

Cette nouvelle morale s'apparente à la philosophie de la contribution volontaire. Que tous puissent en profiter, mais que ceux qui en ont les moyens encouragent l'industrie.

Ce que M. Edouardo Da Costa, gérant d'artiste et producteur, n'a pas compris, c'est que non seulement la copie illégale a toujours existé et perdurera, mais que de toutes façons, ce n'est pas un si grand mal. À ce chapitre, le succès des Cowboys Fringants en France est éloquent. Jamais tel triomphe à l'étranger n'aurait été possible sans l'aide de ce fameux distributeur qu'est Internet.

Aussi, je m'excuse Ariane d'avoir téléchargé quelques pièces de ton *Aquanaute*. C'était avant de faire assez d'argent pour profiter de ton talent. Je te promets que le prochain, je l'achèterai et, s'il est bon, j'irai peut-être même voir ton spectacle.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communisme), Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Soucy (surnuméraire); Pauline Gravel (sciences); Guillaume Bourgault-Côté (surnuméraire); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précorat (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (lecteurs); Renée Leo Guimont et Serge Paquin (lecteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (tiers), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels et musique), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny (pupitre), Philippe Papineau (surnuméraire), Eric Desrochers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisc (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marilyne Hamelin, Alexandre Shields (communisme); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebat, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zematits, Olivier Zaida, INFORMATTIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Roxanne Labelle (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Lolli Sénéchal-Berthiaume, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard, L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furov, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

"Le Canada est une nation souveraine et ne peut avoir d'autre occupant que la Grande-Bretagne, ou des États-Unis, ou de qui que ce soit d'autre l'autorité qu'il lui faut prendre ailleurs le monde. Le premier devoir de loyauté d'un Canadien n'est pas envers la Communauté britannique des nations, mais envers le Canada et son roi, et ceux qui contestent ce fait, à mon avis, ne méritent pas le service de la Communauté."

(18-2-27) Lord TWEEDSMUIR

LE DEVOIR

Directeur : Georges PELLETIER

FAIS CE QUE DOIS

Rédacteur en chef : Omer HEROUX

Montréal, mercredi 19 août 1942
 RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 486 ST. MATHIEU
 MONTRÉAL
 TOUS LES SERVICES
 TÉLÉPHONE : 261-1111
 SOIRS, DIMANCHES ET FÊTES
 Administration : 261-2361
 Rédaction : 261-2364
 Client : 261-2361

21 AOÛT 1942

On craint que les pertes canadiennes n'aient été élevées, à Dieppe

On attend ici les listes, surtout des Fusiliers Mont-Royal

Les nôtres se sont battus furieusement, sur le sol français occupé par l'Allemand – Nombreux officiers canadiens portés disparus ou morts au feu – Les Allemands prétendent tenir près de 2,100 prisonniers et blessés britanniques, dont plus de 60 officiers

Les nouvelles déjà venues au sujet de Dieppe font prévoir de longues listes de morts et de blessés, ainsi que de disparus. Tous les correspondants qui décrivent ce qui s'est passé sur le littoral dieppois et dans les environs ne manquent pas de signaler que le combat a été acharné, que les pertes ont été considérables et que si les soldats canadiens sont rentrés victorieux en Angleterre, plusieurs de leurs sont restés en terre française, ou s'en iront dans les camps de prisonniers allemands.

Il fallait s'attendre à cela. Un débarquement tel que celui de cette semaine sur la côte normande, et qui est une sorte de préliminaire à de grands essais d'invasion à venir, ne saurait prendre tout à fait par surprise l'adversaire, qui se prépare de son côté à repousser toute tentative de ce genre. M. Ralston, ministre de la Défense nationale du Canada, n'a pas manqué de préparer les esprits, chez nous, aux premières listes des pertes subies.

Déjà plusieurs familles ont été prévenues du sort de certains de leurs membres qui faisaient partie de l'expédition sur Dieppe. Elles

sont assurées de la sympathie canadienne en bloc.

Londres n'a pas encore donné le nombre des forces groupées en vue de l'attaque sur Dieppe. Berlin, pour sa part, les place à un niveau élevé et tente de faire croire, tant en France qu'à l'extérieur, qu'il s'agit d'une invasion repoussée par les Allemands, alors qu'en fait l'état-major anglais avait prévu les Français des régions occupées de ne point se mêler de l'affaire, car ce n'était qu'une expédition destinée à un coup de main et à des objectifs limités. Berlin prétend avoir fait autour de Dieppe et à Dieppe 2,095 prisonniers britanniques y compris les blessés, ne parle pas des morts, et avait commencé par parler de 1,500 en tout et partout.

De ces 2,095 prisonniers, 617 auraient reçu des blessures plus ou moins graves. D'autre part les dépêches de provenance anglaise parlent de plusieurs Allemands capturés et amenés en Angleterre, où il a fallu créer un camp pour eux dans une région où il n'y en avait pas encore. Il y aurait eu des officiers allemands pris par des Canadiens. D'après les apparences, le régiment de langue



Deux soldats canadiens morts sur la plage de galets de Dieppe, le 19 août 1942.

française des "Fusiliers Mont-Royal", qui se lança dans la bagarre, a lui aussi subi de durs coups. Vichy raconte qu'il y aurait eu 3 ou 4 divisions anglaises au large de Dieppe, prêtes à descendre à

terre, en vue de créer une tête de pont, s'il y avait eu moyen pour la division qui serait descendue la première à terre de s'y agripper solidement. Rien ne confirme cette information, répandue sans

doute afin de faire croire en Europe continentale que Berlin a déjoué une tentative d'invasion imaginée depuis dix longs mois. Mais ce que l'on sait déjà, de sources britanniques, montre avec quels

soins il faudra préparer la véritable invasion, si l'on veut éviter qu'elle tourne mal et en assurer le succès incontestable. Les premières troupes qui débarqueraient subiraient des pertes quasi inimaginables, à ce qu'on peut en juger par ce qui vient de se passer à Dieppe.

La censure canadienne commence de laisser passer des noms d'officiers perdus ou disparus: ainsi rien que le régiment écossais d'"Essex" (de la ville de Windsor, Ontario) a perdu son officier commandant, le lieutenant-colonel Jaspersen, deux majors et deux capitaines, soit cinq de ses officiers supérieurs, et ce n'est que le commencement de la liste, pour ce seul régiment. Ils sont tous les 5 portés disparus, avec la note laconique: "on croit qu'ils ont été tués au feu". On voudrait penser qu'une partie des disparus auront été plutôt faits prisonniers que tués par l'ennemi, bien qu'on raconte dans une dépêche que plusieurs Canadiens pris par l'Allemand, dans les rues de Dieppe, ont été abattus sur-le-champ, en contradiction des usages de la guerre entre pays civilisés. [...]

G. P.

15 AOÛT 1942

Le maire du ghetto de Varsovie se serait suicidé

Londres, 15 (C.P.) – On tient d'une source qui touche de près au gouvernement polonais que l'on a été informé que M. L.-M. Czerniakow, maire du ghetto de Varsovie, s'est suicidé.

On attribue ce geste à l'inquiétude qu'inspirait au maire le sort de 100,000 Juifs dont les noms avaient été publiés dans une liste de déportation "pour une destination inconnue dans l'Est".

20 AOÛT 1942

L'université déménage enfin pour de bon

Innombrables caisses remplies d'instruments de laboratoire – Leur ancien contenu... – Le monte-charge ne chôme pas

À certains étages de l'Université de Montréal, immeuble de la rue Saint-Denis, ce n'est que caisses, ballots et colis, tous destinés à la nouvelle université du mont Royal. Des équipes d'hommes et de femmes procèdent à l'emballage des instruments les plus divers de la Faculté des sciences, des laboratoires de pharmacie, etc. Chose scandaleuse

au premier abord, la plupart des caisses portent des étiquettes comme celles-ci: Johnnie Walker, John Dewar, Special Liqueur, etc. Cependant, si on le leur demande, les professeurs surveillent le travail du déménagement et y prennent part se défendant bien d'avoir bu tout ce qu'ont jamais contenu ces innombrables caisses. Il est évident que la

Commission des liqueurs a voulu coopérer avec l'Université à assurer le sûr emballage des instruments de toutes sortes.

On sait que l'Université de Montréal inaugurerait son nouvel immeuble de la montagne le jeudi 1er octobre. Il faudra quelques mois, croit-on, avant que les laboratoires puissent être installés et

puissent fonctionner normalement. Si l'enseignement pratique est quelque peu gêné les premières semaines, l'enseignement théorique ne le sera nullement.

En attendant, le monte-charge de l'Université de la rue Saint-Denis, qui ne servait pas souvent, monte et descend à cœur de jour et exige souvent de l'huile...

21 AOÛT 1942

M. King et le travail des femmes

Sur le discours de mercredi – Si le Premier Ministre retrouvait ses yeux d'autrefois – La désorganisation des foyers – Le tragique avertissement des évêques

Le dernier discours de M. King atteste que le Premier Ministre n'a pas renoncé à l'idée qui lui paraît tellement tenir au cœur: jeter dans les services militaires, directs ou indirects, le maximum possible de femmes, même mariées.

M. King [...] ne serait-il pas capable de comprendre que la première chose qui importe au salut du pays, c'est la conservation et la multiplication de ses foyers, que tout le reste, par conséquent, est secondaire et que toute blessure infligée au foyer atteint dans ses oeuvres vives la nation elle-même?

M. King parlait l'autre soir des ravages que pourrait causer au foyer canadien le triomphe des Allemands et de leurs alliés. On voudrait tout de même s'entendre, essayer de voir les choses telles qu'elles sont.

Personne ne conteste que les côtes et même l'intérieur du Canada, comme les côtes et l'intérieur des États-Unis, soient accessibles, qu'ils puissent être l'objet de raids audacieux; mais le Premier Ministre croit-il que, même vainqueurs, les Allemands entreprendront d'établir en Amérique leur autorité politique, avec ou malgré la certitude de dresser contre eux, à tout jamais, toutes les Amériques?

Feuilletez les journaux, écoutez les discours de là-bas: vous n'y trouverez, de la part des pires adversaires de l'axe, que des accusations de ce genre: les Allemands veulent organiser une fédération européenne dont ils seraient en réalité les maîtres; ils veulent mettre la main sur les richesses naturelles du Moyen-Orient, etc. Mais personne, même si on les croit capables et désireux de se créer en Amérique de puissantes intelligences, personne ne les accuse, avec quelque air de sérieux, de prétendre s'y tailler un empire territorial. [...]

Assimiler, comme l'a fait M. King, au cas de la Pologne, pays voisin de l'Allemagne, en querelle séculaire avec elle, celui du Canada, qui appartient à un autre monde, et qui, en dépit des progrès de l'aviation et de la navigation sous-marine, restera toujours séparé de l'Allemagne par un océan et de vastes espaces terrestres, c'est un peu – soyons polis! – forcer la note.

A la lointaine hypothèse du sac des foyers canadiens par l'Allemagne, M. King oppose une réalité immédiate, indiscutable celle-là: la désorganisation des foyers canadiens par le travail féminin maximum aux usines et à l'armée.

Certes, nous n'ignorons pas qu'il est à peu près impossible de supprimer le travail de la femme dans l'usine de guerre; mais de là à organiser systématiquement la désertion des foyers, il y a tout de même une distance.

M. King peut, à l'occasion, être un émouvant orateur. Il sait écrire,

composer un tableau, en faire saillir les traits principaux. On l'a pu constater une fois de plus l'autre soir. Que ne redevient-il pour un moment le sociologue d'autrefois!

Quel tableau il pourrait alors faire des conséquences de cette désertion des foyers, de ces enfants confiés à des mains étrangères, quand ils ne sont pas à peu près abandonnés, des mères et des futures mères atteintes dans leur santé physique – et morale trop souvent – et compromettant ainsi l'avenir?

Ce ne sont pas les chiffres qui lui manqueraient. Tous les observateurs crient déjà l'inquiétude que leur cause la hausse de la criminalité enfantine. Que sera-ce quand on aura jeté à l'usine plus de mères encore?

Nous ne faisons point à M. King l'injure de croire qu'il veuille autre chose que l'intérêt du Canada.

Mais alors qu'il regarde donc, avec ses yeux d'autrefois, – avec ses yeux d'observateur dressés aux bonnes méthodes, – ce qui se passe déjà! Qu'il songe aux conséquences probables – trop certaines plutôt – du régime qu'il propose!

Le Premier Ministre n'est point un fanatique. Il sait fort bien qu'il n'est pas un corps plus désintéressé, plus détaché de toute passion partisane, plus soucieux de ne pas se mêler à d'inutiles querelles, plus respectueux aussi de l'autorité civile, que l'épiscopat catholique. Il sait qu'il n'en est pas qui puisse disposer de plus puissants moyens d'information, qui regarde les choses de plus haut.

Or, quelques semaines après qu'il eut prononcé ce discours du 24 mars où il énonçait les grandes lignes de son programme, M. King a pu lire, sous la signature de tous les évêques catholiques du Canada, ces paroles auxquelles leur sobriété voulue donne un accent de gravité particulièrement émouvant:

FAUT-IL AUSSI EXPRIMER L'INQUIETUDE QUE NOUS CAUSENT LES MESURES DESTINÉES À ATTIRER LES FEMMES, ET LES MÈRES SURTOUT, HORS DU FOYER, POUR LES APPLIQUER AU TRAVAIL DE L'USINE OU A D'AUTRES OCCUPATIONS PEU SEANTES À LEUR SEXE? SA SAINTÈTE LE PAPE PIE XII LE RAPPELAIT REÇEMENT: "C'EST DANS LES LIENS DE LA FAMILLE QUE REPOSENT LA FORCE ET LA GLOIRE D'UNE NATION. UNE NATION NE PEUT SUBSISTER AVEC DES FAMILLES DISLOQUÉES". IL EST GRANDÉMENT À CRAINDRE QUE LA DISLOCATION DE NOS FAMILLES NE DESAXE AUSSI TOUTE LA VIE SOCIALE DE NOTRE PAYS.

M. King est de taille pourtant à comprendre un pareil avertissement, et sa tragique portée.

Omer HEROUX

18 AOÛT 1942

"Citoyens de seconde zone"

M. Turcotte dénonce ceux qui nous traitent en inférieurs – Sur 204 administrateurs ou régisseurs, 7 seulement sont de langue française – Droit divin à la domination?

Lac Couchiching, 18 (C.P.) – M. Edmond Turcotte, rédacteur en chef du *Canada*, a traité de la situation inférieure faite au Canadien français au Canada par l'élément britannique, devant les délégués du congrès de l'Institut canadien de politique étrangère. Il a montré que l'effort de guerre ne peut être total et que l'unité véritable ne pourra exister tant que les Canadiens de langue anglaise arpentent le pays avec l'assurance d'un peuple sincèrement convaincu de son droit divin à la domination, tant qu'ils accaparent tous les emplois et traiteront les Canadiens français comme des citoyens de seconde zone. Ainsi des 204 administrateurs et régisseurs de la Commission des prix, sept seulement sont de langue française. Dans l'armée, dit-il, le Canadien français n'a que des chances "extrêmement faibles" d'avancement. Il est malheureux de constater que toute la structure économique, politique, financière et gouvernementale du pays est édictée sur la croyance que le Canada est un pays où une seule race, une seule langue et une seule culture ont droit de cité. Il conclut en regrettant que le Canada français n'ait pas connus les "bienfaits sociaux, moraux et intellectuels (?) de la Révolution française" et invite à faire fleurir nos héritages culturels.

Recherche et adaptation: Pierre Rousseau

21 AOÛT 1942

Essai de sirènes d'alarme lundi prochain

Le lundi 24 août, à midi juste, la Ville de Montréal fera l'essai des sirènes d'alarme installées sur des édifices qui s'échelonnent de Westmount à Maisonneuve.

Le signal donné sera celui de "fin d'alerte", c'est-à-dire un son continu de deux minutes. Par conséquent la population est priée de rester calme et de continuer à vaquer à ses occupations. Rappelons, à cette occasion, que les signaux par sirènes sont:

Alerte – Pour avertir de l'approche des avions ennemis: succession de sons brefs.

En action – Pour indiquer que l'attaque est commencée: son modulé continu.

Fin d'alerte – Pour indiquer que l'ennemi est disparu: son continu, 2 minutes.

Pour s'assurer du bon fonctionnement des sirènes, la Ville de Montréal en fera périodiquement l'essai.

POILS FOLLETS SUPPRIMÉS CHEZ VOUS

INSTANTANÉMENT Grâce à la Cire PILEX Rapide - Certaine - Efficace Sans douleur Préférée dans 125 hôpitaux et institutions

TRAITEMENT COMPLET . . . 75¢ (Frais de poste 10¢ en plus) Pour renseignements et commandes: LABORATOIRES COQUETTE 197 1/2 Ste-Catherine O. Mont. HA. 4877